

**Assemblée générale**

Soixante-douzième session

Documents officiels

Distr. générale
3 mai 2018
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 33^e séance**

Tenue au Siège, à New York, mardi 27 mars 2018, à 10 heures

Président : M. Tommo Monthe (Cameroun)
Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires : M. Sene

Sommaire

Point 136 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019
(suite)

*Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/72/L.40 :
portée, modalités, format et organisation de la réunion de haut niveau
sur la lutte contre la tuberculose*

Point 149 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

*Résultats de l'enquête révisée sur le calcul des taux standard
de remboursement aux pays fournisseurs de contingents et de personnel
de police*

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 136 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2018–2019 (suite)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/72/L.40 : portée, modalités, format et organisation de la réunion de haut niveau sur la lutte contre la tuberculose (A/72/7/Add.46 ; A/C.5/72/22)

1. **M. Guazo** (Contrôleur adjoint par intérim), présentant l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/72/L.40 (A/C.5/72/22), dit qu'en adoptant ce projet de résolution, l'Assemblée générale approuvera la tenue de la réunion de haut niveau sur la lutte contre la tuberculose que son Président a convoquée à New York, le deuxième jour du débat général de sa soixante-treizième session. En conséquence, il faudrait prévoir des ressources supplémentaires d'un montant de 59 700 dollars pour couvrir les coûts afférents à l'organisation et à la tenue de cette réunion. Ces dépenses seront inscrites aux chapitres 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 28 (Information) du budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019, et seront imputées sur le fonds de réserve.

2. **M. Sene** (Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif (A/72/7/Add.46) sur la question, dit que, comme les ressources demandées représentent une faible proportion des crédits ouverts au titre des chapitres correspondants du budget, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de financer les dépenses supplémentaires au moyen des ressources prévues aux chapitres 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 28 (Information) du budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019. Même si les départements du Secrétariat ont parfois pris en charge, au cours d'un exercice biennal, des dépenses liées à des activités nouvelles ou plus importantes que prévu, le Comité consultatif est conscient que, si des dépenses supplémentaires étaient occasionnées par d'autres activités imprévues, il ne serait peut-être pas possible de les financer intégralement au cours de l'exercice 2018-2019.

3. **M. Ahmed** (Égypte), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que celui-ci attache une grande importance à l'organisation de la réunion de haut niveau sur la lutte contre la tuberculose, qui est une

maladie évitable et curable. Cette réunion étant la première du genre, le Groupe tient à ce que toutes les conditions nécessaires à sa tenue soient remplies et veut espérer que les dirigeants mondiaux qui y participeront adopteront une déclaration politique ferme pour lutter contre l'épidémie de tuberculose. Il est indispensable d'agir sans plus tarder pour faciliter l'accès à des médicaments et à des technologies d'un coût abordable, encourager l'innovation en matière de prévention et de traitement, et accroître le financement, y compris à l'échelle internationale, pour mettre fin à l'épidémie d'ici à 2030. Le Groupe est favorable à l'ouverture de crédits supplémentaires, si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution, et souligne la nécessité de prévoir des ressources suffisantes au titre du budget ordinaire aux fins de l'exécution de tous les mandats approuvés par les organes intergouvernementaux de l'Organisation des Nations Unies.

4. **M. Kumar** (Inde) rappelle que, d'après l'Organisation mondiale de la Santé, la tuberculose est l'une des 10 principales causes de décès dans le monde, devant le VIH et le paludisme. Chaque année, elle est contractée par quelque 10,4 millions de personnes et 1,8 million de personnes en meurent. Il importe donc plus que jamais d'intensifier les efforts consentis à l'échelle mondiale pour prévenir, détecter et traiter cette maladie. Lors d'un sommet sur l'éradication de la tuberculose, qui s'est tenu à New Delhi en mars 2018, le Premier Ministre indien a lancé une campagne pour éliminer l'épidémie en Inde d'ici à 2025 en adoptant une stratégie plus rigoureuse. Dans le cadre de cette campagne, le Gouvernement débloquera 100 millions de dollars par an pour répondre aux besoins nutritionnels des patients atteints de tuberculose, et un consortium de recherche sur la tuberculose a été créé en vue de faciliter l'innovation technologique nécessaire à l'amélioration du diagnostic et du traitement. La délégation indienne attache une grande importance à l'organisation de la réunion de haut niveau sur la lutte contre la tuberculose.

Point 149 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Résultats de l'enquête révisée sur le calcul des taux standard de remboursement aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police (A/72/728 et A/72/771)

5. **M. Martin** (Département de l'appui aux missions), présentant le rapport du Secrétaire général sur les résultats de l'enquête révisée sur le calcul des taux standard de remboursement aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police (A/72/728), rappelle que, compte tenu des recommandations

contenues dans le rapport du Groupe consultatif de haut niveau créé par la résolution 65/289 de l'Assemblée générale (A/C.5/67/10), celle-ci a défini, dans sa résolution 67/261, des principes sur lesquels fonder l'examen périodique des taux de remboursement des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police en conduisant une enquête quadriennale sur les dépenses supplémentaires essentielles et communes engagées par un échantillon de 10 pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police. Après avoir examiné les résultats de la première enquête de ce type, l'Assemblée a arrêté, dans sa résolution 68/281, un nouveau taux standard de remboursement, sous réserve d'augmentations successives. Ce taux est actuellement égal à 1 410 dollars par personne et par mois, et le restera jusqu'à ce que l'Assemblée générale le révisé à nouveau.

6. Le rapport à l'examen (A/72/728) présente les données recueillies lors de la deuxième enquête, qui portent sur les dépenses engagées par un nouvel échantillon de 10 pays fournisseurs de contingents, à savoir, l'Afrique du Sud, le Bangladesh, l'Éthiopie, l'Inde, le Maroc, le Népal, le Pakistan, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda et l'Uruguay. Conformément aux principes arrêtés par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/261, ces pays ont fourni plus de 50 % de l'ensemble des contingents déployés au cours des trois années qui ont précédé l'enquête, et sont représentatifs des quatre catégories de revenu définies par la Banque mondiale compte tenu de leur contribution à l'effectif total des contingents de maintien de la paix des Nations Unies détachés par des pays relevant de chacune de ces catégories. En outre, comme prescrit par ladite résolution, des informations ont été recueillies sur les dépenses relatives aux indemnités, au fourniment, aux frais médicaux avant déploiement, aux frais de transport intérieur avant déploiement et à la formation propre à l'ONU dispensée avant le déploiement. Une fois reçues les réponses préliminaires des pays participants à un questionnaire demandant des renseignements sur ces postes de dépense, des experts du Secrétariat se sont rendus dans chaque pays pour s'assurer qu'il avait été procédé à la collecte des données selon une méthode exhaustive et cohérente.

7. Pour permettre une collecte rigoureuse et ménager suffisamment de temps pour mener l'enquête à bien, le mois de juin 2017 a été retenu comme mois de référence. Le rapport présente des données sur le montant mensuel moyen des dépenses engagées, pondéré en fonction du montant global des contributions de chaque pays participant aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, de façon à dresser un

tableau plus précis des dépenses habituellement engagées par les pays fournisseurs de contingents. La moyenne pondérée des cinq catégories de dépenses s'établit à environ 1 428 dollars par personne et par mois. Conformément aux recommandations du Groupe consultatif de haut niveau et compte tenu des préoccupations des pays participants concernant la confidentialité et la nature délicate des données recueillies, les informations présentées dans le rapport ne sont pas associées à tel ou tel pays et toutes les données recueillies ont été traitées de manière confidentielle. Afin d'assurer la comparabilité des données, le Secrétariat a travaillé avec les pays participants pour isoler les différentes dépenses communes, dans la mesure où c'était possible. Des informations relatives aux dépenses engagées en dehors des cinq catégories prescrites par l'Assemblée générale sont présentées au chapitre IV du rapport. En outre, alors que neuf des 10 pays participants ont déployé du personnel féminin en tenue et qu'ils ont été invités à faire état des coûts s'y rapportant dans le questionnaire préliminaire, le rapport montre que très peu de dépenses ont été engagées spécifiquement aux fins du déploiement d'effectifs féminins. La participation active de ces pays à la conduite de l'enquête, à la suite des importants changements que le Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents a proposés à sa réunion de 2017, montre l'importance du remboursement dans le cadre du partenariat pour le maintien de la paix.

8. **M. Sene** (Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif (A/72/771) sur la question, dit que le Comité estime que les mesures à prendre à propos des taux applicables aux sommes à rembourser aux pays qui fournissent des contingents sont des questions de principe qu'il appartient à l'Assemblée générale de trancher. Il fait observer qu'ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, selon certains critères et hypothèses, relever le taux actuel de remboursement d'un dollar pourrait revenir à environ 1 million de dollars par an.

9. **M. Ahmed** (Égypte), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe tient beaucoup à ce que la méthode définie pour examiner les taux de remboursement aux pays fournisseurs de contingents, que l'Assemblée générale a approuvée dans sa résolution 67/261, soit pleinement appliquée. Il importe au plus haut point d'ajuster et d'examiner périodiquement les taux de remboursement, car les pays fournisseurs de contingents ont dû accroître leurs investissements pour chercher à résoudre les problèmes que pose aujourd'hui le maintien de la paix, notamment

en renforçant les moyens dont les contingents disposent pour protéger les civils et contrer les menaces accrues qui mettent directement en péril leur propre sécurité et celle des autres membres du personnel des Nations Unies, ainsi que l'intégrité des biens et fournitures appartenant à l'Organisation. Au nom du Groupe, l'intervenant exprime sa gratitude aux pays qui ont participé à la deuxième enquête quadriennale et remercie le Secrétaire général d'avoir préservé la confidentialité des données recueillies. Le Groupe félicite également le Secrétariat et le nouveau Comité de contrôle de la gestion du matériel appartenant aux contingents et des mémorandums d'accord au Siège d'avoir travaillé de concert pour veiller à ce que la méthode approuvée soit suivie et que, dans la mesure du possible, les données soient complètes, cohérentes et conformes aux critères établis par l'Assemblée générale. Cette nouvelle méthode sera utile au personnel de maintien de la paix, qui doit répondre à des exigences toujours plus grandes dans l'action qu'il mène pour promouvoir la paix et la sécurité internationales.

10. Jugeant encourageante l'augmentation du nombre de femmes en tenue affectées au maintien de la paix, qui est passé d'environ 3 800 en janvier 2014 à 4 300 en décembre 2017, le Groupe espère qu'elle se poursuivra. Afin de tenir compte des besoins du personnel féminin, le prochain examen du Secrétariat devrait s'intéresser aux dépenses propres au déploiement d'effectifs féminins, notamment à celles liées aux soins médicaux et au fourniment préalables au déploiement, ainsi qu'à la nécessité de réserver des logements et d'autres installations à l'usage de ces effectifs. Les prochaines enquêtes devraient également porter sur les dépenses engagées après le déploiement, notamment au titre de la démobilisation ou d'examen et d'actes médicaux propres aux opérations de maintien de la paix, y compris d'examen psychologiques et de services d'accompagnement connexes. Le Groupe compte recueillir des informations complémentaires sur les points suivants lors de consultations : l'écart entre la moyenne pondérée des dépenses engagées par les pays fournisseurs de contingents établie à 1 427,80 dollars par personne et par mois et le taux de remboursement fixé à 1 410 dollars par personne et par mois ; les différences concernant le type d'indemnités supplémentaires versées au titre des services fournis dans le cadre d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies et leurs modalités de calcul ; le chevauchement entre les catégories de coûts ; les dépenses engagées en dehors des cinq catégories de coûts prescrites par l'Assemblée générale et le niveau de normalisation de ces dépenses.

11. **M^{me} Lee** (Singapour), s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), remercie les pays qui ont participé à la deuxième enquête révisée sur le calcul des taux standard de remboursement, conduite sur une base quadriennale, et se félicite des mesures prises pour garantir la confidentialité des données communiquées. L'ASEAN se félicite également de la collaboration au Siège entre le Secrétariat et le Comité de contrôle de la gestion du matériel appartenant aux contingents et des mémorandums d'accord, qui compte des spécialistes des questions militaires, logistiques, politiques, financières et relatives à la police. Lors de ses débats sur le point de l'ordre du jour à l'examen, l'Assemblée générale ne devrait pas concentrer son attention sur les dépenses en négligeant de prendre en compte les apports réels des soldats de la paix et les sacrifices qu'ils consentent.

12. L'ASEAN note avec satisfaction l'augmentation de la proportion de femmes déployées dans les opérations de maintien de la paix au cours des quatre dernières années, et exprime son appui à toute action supplémentaire visant à en accroître les effectifs et les fonctions. À cette fin, la prochaine enquête devrait s'intéresser aux coûts propres au déploiement de personnel féminin de façon à contribuer à l'action que l'Organisation mène pour promouvoir la parité des sexes et renforcer le rôle des femmes dans la promotion de la paix et de la sécurité. Les prochaines enquêtes devraient aussi réunir des données sur les coûts liés à la phase postérieure au déploiement.

13. **M. De Preter** (Observateur de l'Union européenne), s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, du Monténégro, de la Serbie et de la Turquie, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine, pays membre du processus de stabilisation et d'association, ainsi que de la Géorgie et de la République de Moldova, rend hommage aux Casques bleus qui ont sacrifié leur vie pour la cause de la paix. Fermement attachés à l'application de la résolution 67/261 de l'Assemblée générale, les États membres de l'Union européenne et des autres pays au nom desquels s'exprime l'intervenant, se félicitent de l'amélioration de la qualité et de la fiabilité des séries de données présentées dans le rapport du Secrétaire général (A/72/728) et remercient les pays qui ont participé à la deuxième enquête quadriennale.

14. Les réformes proposées par le Secrétaire général devraient rendre l'ONU plus réactive et efficace, améliorer la prestation des services sur le terrain, et mettre en place un cadre d'action politique solide qui permettrait d'appuyer les efforts de l'Organisation aux

niveaux national et régional, dans un contexte mondial de plus en plus difficile. Pour relever ces défis, il faudrait définir le cadre normatif des activités des missions de maintien de la paix, en particulier des contingents, dans le cadre de consultations entre le Secrétariat et l'ensemble des parties prenantes ; le matériel appartenant aux contingents devrait être récent ; une politique de tolérance zéro devrait être appliquée concernant l'exploitation et les atteintes sexuelles ; la parité des sexes devrait être atteinte dans les missions de maintien de la paix. En outre, il faut que les États Membres appuient les actions menées par l'Organisation pour résoudre les problèmes de plus en plus complexes que posent la sûreté et la sécurité des forces de maintien de la paix, conformément aux priorités définies dans le rapport sur l'amélioration de la sécurité des soldats de la paix des Nations Unies, établi par l'ancien commandant des forces de deux missions de maintien de la paix, le Général de corps d'armée Carlos Alberto dos Santos Cruz. Il faudrait en outre une méthodologie claire et transparente pour mesurer les résultats des Casques bleus de façon à en assurer le professionnalisme et la transparence et garantir le respect du principe de responsabilité.

15. La délégation de l'Union européenne et les délégations au nom desquelles l'intervenant s'exprime tiennent précisément à apporter un soutien solide et efficace aux opérations de maintien de la paix. Presque tous les États membres de l'Union européenne fournissent aux missions de maintien de la paix non seulement des ressources financières considérables, mais aussi du personnel en tenue et d'autres moyens. Pour honorer leur engagement politique et opérationnel en faveur du maintien de la paix, les États Membres doivent veiller à ce que leur contribution soit aussi efficace que possible, sans oublier que les incidences financières peuvent être lourdes alors que les ressources sont comptées, l'objectif ultime étant de maintenir et d'améliorer la qualité et d'accroître la viabilité des opérations de maintien de la paix.

16. **M^{me} Norman Chalet** (États-Unis d'Amérique), rendant hommage aux soldats de la paix des Nations Unies qui ont sacrifié leur vie pour défendre la paix, dit que le maintien de la paix doit rester un outil au service du règlement des conflits et de la protection des civils. La résolution 67/261 de l'Assemblée générale a marqué une étape décisive dans le renforcement du partenariat pour le maintien de la paix, et la délégation des États-Unis d'Amérique reste déterminée à appliquer les recommandations du Groupe consultatif de haut niveau, en particulier pour ce qui concerne l'enquête révisée. L'intervenante rend hommage à la détermination dont le Secrétaire général a fait preuve pour assurer la qualité

et la fiabilité des informations recueillies lors des enquêtes, et se félicite que les pays participants aient répondu à la deuxième enquête quadriennale de façon approfondie et dans les délais impartis. La délégation des États-Unis d'Amérique souhaite poursuivre l'examen des résultats de l'enquête pour déterminer si une augmentation du taux de remboursement est justifiée. Elle continuera également d'appuyer les efforts que l'Organisation déploie pour allier transparence et responsabilité, ainsi que pour arrêter et appliquer des normes de fonctionnement claires en matière de maintien de la paix, de manière à assurer la bonne exécution des mandats compte tenu de l'évolution des difficultés à surmonter. Il faut en particulier que l'ONU s'attache davantage à améliorer la transparence, notamment en appliquant une politique de tolérance zéro concernant l'exploitation et les atteintes sexuelles.

17. **M. Kumar** (Inde) fait observer qu'au total, son pays a été le plus gros fournisseur de contingents des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, mettant près de 200 000 soldats – dont 168 ont perdu la vie – à la disposition de près de 50 des 71 missions prescrites ces 60 dernières années, dont 13 missions en cours. L'Inde est donc fort consciente des complexités et des difficultés que rencontrent les Casques bleus. Alors que l'on demande aux pays de fournir des contingents dûment équipés et bien entraînés pour exécuter des mandats de plus en plus complexes, l'importance que revêt le remboursement n'est toujours pas suffisamment reconnue. S'il est vrai que la clarté des mandats, des directives et des politiques actualisées du Secrétariat, ainsi que l'efficacité et la responsabilisation des dirigeants à tous les niveaux ont une importance cruciale, il n'en reste pas moins indispensable de mobiliser des ressources suffisantes pour appuyer les soldats de la paix. À cette fin, ayant contribué aux travaux du Groupe consultatif de haut niveau et participé aux deux premières enquêtes quadriennales, le Gouvernement indien attache une grande importance à la méthode d'examen du taux de remboursement, que l'Assemblée générale a approuvée dans sa résolution 67/261.

18. Ayant déployé au Libéria la toute première unité de police féminine constituée, l'Inde se félicite de l'augmentation du nombre de femmes en tenue affectées au maintien de la paix entre 2014 et 2017, et demande que les prochaines enquêtes comportent des données sur les coûts propres au déploiement de personnel féminin. Elle souhaite également que celles-ci recueillent des informations sur les coûts liés à la phase postérieure au déploiement. En outre, il est urgent d'examiner la procédure d'indemnisation en cas de décès ou

d'invalidité, compte tenu notamment du nombre record de pertes en hommes et de la très forte augmentation des attaques ciblées contre les soldats du maintien de la paix des Nations Unies ces dernières années. Il est également indispensable que soit rapidement réglé l'arriéré des montants dus aux pays qui ont fourni des contingents à des missions en cours ou terminées.

19. **M. Wen Dong** (Chine) dit que l'établissement de taux standard rationnels et raisonnables de remboursement aux pays fournisseurs de contingents faciliterait la budgétisation des opérations de maintien de la paix et protégerait les droits et intérêts des Casques bleus en leur permettant de disposer d'un appui plus fort et plus efficace. La Chine est, par ordre d'importance, le deuxième pays qui contribue le plus au budget des opérations de maintien de la paix et l'un des principaux fournisseurs de contingents, avec plus de 2 600 Casques bleus actuellement déployés dans 10 missions. Elle a également mis à la disposition de l'ONU une force en attente de 8 000 hommes, dont certains sont susceptibles d'être déployés à brève échéance. En outre, conformément à l'engagement qu'il a pris en vue de renforcer la sécurité des soldats de la paix des Nations Unies, le Gouvernement chinois a financé, par l'intermédiaire du nouveau Fonds Chine-ONU pour la paix et le développement, l'exécution de travaux de recherche présentés dans le rapport du Général de corps d'armée Santos Cruz sur l'amélioration des conditions de sécurité dans les opérations de maintien de la paix.

20. **M. Gohar** (Pakistan) dit que la méthode approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/261 est indispensable pour garantir un système de remboursement efficace, équitable et prévisible qui permettrait à l'Organisation d'attirer et de retenir du personnel de maintien de la paix dûment formé et équipé. L'intervenant remercie le Secrétariat d'avoir invité le Pakistan à participer à la deuxième enquête quadriennale et rend hommage aux autres pays qui y ont pris part. Le Pakistan est l'un des fournisseurs de contingents les plus importants et les plus réguliers, puisque ses soldats ont participé à 41 missions dans 23 pays depuis 1960 et que 6 000 d'entre eux sont actuellement déployés dans des missions en cours. Au total, 156 soldats de la paix pakistanais ont sacrifié leur vie, témoignant de l'attachement du Pakistan aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

21. La délégation pakistanaise compte demander des éclaircissements sur la manière dont les données tirées de la dernière enquête ont servi à déterminer le nouveau taux standard de remboursement de 1 427,80 dollars par personne et par mois. Dans les prochaines enquêtes, le Secrétaire général devrait prendre en compte les coûts propres au déploiement de personnel féminin et les frais

non compris dans les cinq catégories prescrites par l'Assemblée générale. Comme le souligne dans son rapport le Général de corps d'armée, Santos Cruz, plus de 3 500 Casques bleus des Nations Unies ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions depuis 1948, dont 943 à la suite d'actes de violence. Les pertes déplorées dans les rangs des Casques bleus à la suite d'actes de violence – 195 au total entre 2013 et 2017 – n'ont cessé d'augmenter. À cet égard, l'intervenant déplore que la procédure d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité imputable au service n'ait pas fait l'objet d'un examen depuis 2009, et demande instamment à l'Assemblée générale d'approuver une augmentation du montant des indemnités prévues.

22. **M^{me} Krisnamurthi** (Indonésie) remercie les pays qui ont déployé des soldats de la paix partout dans le monde, y compris ceux qui ont participé à la deuxième enquête révisée sur le calcul des taux standard de remboursement, établie sur une base quadriennale. Les politiques doivent être examinées régulièrement pour permettre aux opérations de maintien de la paix de réagir efficacement aux menaces et aux défis multidimensionnels. La délégation indonésienne est favorable à la coopération au Siège entre le Secrétariat et le Comité de contrôle de la gestion du matériel appartenant aux contingents et des mémorandums d'accord pour veiller à ce que les enquêtes permettent de recueillir des données objectives, représentatives et complètes.

23. La mise en place d'un système de remboursement équitable et prévisible pour les pays fournisseurs de contingents permettrait d'améliorer l'efficacité et l'efficience des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Il faudrait donner la priorité à l'amélioration de la sûreté et de la sécurité des Casques bleus en veillant à ce que ceux-ci soient bien formés, bien équipés et bien informés, et en donnant un rôle accru aux femmes dans les missions de maintien de la paix. Il conviendrait également de tenir dûment compte des difficultés propres à la phase postérieure au déploiement, en particulier de l'impact des opérations de maintien de la paix sur la santé mentale et physique des membres des contingents.

24. **M. Shilla** (République-Unie de Tanzanie) note avec satisfaction que la République-Unie de Tanzanie a été sélectionnée pour participer à la deuxième enquête quadriennale, qui a été menée de manière approfondie, professionnelle et transparente, et a donné lieu à la formulation de recommandations tendant à améliorer les émoluments versés aux troupes fournies par son pays.

25. L'Assemblée générale ayant approuvé le rapport établi en 2017 par le Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents (A/C.5/71/20), qui a donné lieu à l'application, à compter de juillet 2017, de nouveaux taux de remboursement relatifs à ce matériel, la délégation tanzanienne espère que la Cinquième Commission examinera à sa session en cours non seulement le taux de remboursement aux pays fournisseurs de contingents, mais aussi les questions relatives aux émoluments versés au personnel de maintien de la paix. Une attention particulière doit être accordée aux risques encourus par les militaires servant dans des unités spéciales chargées de mener des opérations offensives ciblées, telles que la Brigade d'intervention de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). En outre, les membres des unités des forces spéciales des Nations Unies devraient recevoir une indemnité spéciale au titre des risques opérationnels inhérents à l'environnement dans lequel ils travaillent ; il faudrait examiner et relever le taux d'indemnisation en cas d'invalidité ou de décès imputable au service, et envisager d'augmenter l'indemnité journalière des membres du personnel en tenue.

26. Il faudrait supprimer les réductions proportionnelles du remboursement des dépenses afférentes au personnel prévues au titre du matériel qui manque ou ne fonctionne pas dans les mémorandums d'accord conclus entre les pays fournisseurs de contingents et le Secrétariat. Les membres des contingents s'acquittent toujours de la plupart de leurs fonctions, y compris lorsque le matériel n'est pas fonctionnel ou fait défaut ; dans ce dernier cas, ils sont parfois tenus d'exécuter leurs tâches en utilisant le matériel appartenant à d'autres contingents. Qui plus est, ces réductions empêchent les pays fournisseurs de contingents de remédier comme il convient aux pénuries de matériel et de pourvoir aux besoins de leurs troupes. Il ne faut pas pénaliser les soldats de la paix, car ils exercent leurs fonctions avec zèle et professionnalisme, supportant de rudes épreuves et affrontant de grands dangers pour défendre la paix.

La séance est levée à 11 h 10.